

Falaremos de um tempo, anterior ao 25 de abril, como uma homenagem às Associações –e respetivos militantes –que nos seus espaços, em situações de resistência, corriam o risco de criar e desenvolver a educação, inserida noutras práticas sociais, que oficialmente lhes era negada.



Associations et démocratie

Engagement

## L'engagement associatif vecteur de citoyenneté ?

[Tribune Fonda N°220](#) - Associations et citoyenneté en Europe - Décembre 2013



Hélène Bonvalot  
Décembre 2013

Cet article a été rédigé à partir des contributions du séminaire « De l'engagement à la citoyenneté, quel rôle pour les associations aujourd'hui en Europe ? », qui a été organisé le 14 juin 2013 par la Fonda, Pour la Solidarité, la Maison de l'Europe de Paris et la Mairie de Paris.

Como é que as Associações participam no desenvolvimento da cidadania europeia ? Qual a sua contribuição no diálogo civil da Europa? (...)

(...) Como voltarmos aos valores fundadores da igualdade de direitos, de solidariedade e de liberdade que estão no coração do projeto europeu? (...)

(...) Dando a palavra aos atores associativos não especialistas da Europa, afastados das questões europeias, nós desejamos encarar os motores do envolvimento cidadão ao nível europeu e valorizar a contribuição das associações na construção duma Europa próxima dos cidadãos e das suas realidades.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Caso haja alguém, uma pessoa que seja, que tenha dificuldade em ler francês, agradecemos que no-lo diga e este texto será traduzido imediatamente. ©

Vingt ans après sa création par le Traité de Maastricht, la citoyenneté de l'Union européenne reste méconnue et peu lisible. Sur le plan juridique, elle découle de la nationalité d'un État membre et octroie le droit de circuler et de séjourner librement en Europe. Sur le plan politique, elle peine à dépasser le stade de « coquille vide » et à susciter un sentiment d'appartenance à un projet collectif. Souvent réservés aux euro-spécialistes, les débats européens ne mobilisent qu'une minorité avertie des cinq cent millions de personnes qui vivent en Europe.

Comment les associations participent-elles au développement de la citoyenneté européenne ? Quelle est leur contribution au dialogue civil en Europe ? Leur implication se limite-t-elle à la défense d'intérêts au sein de plateformes de lobbying bruxelloises ? L'espace européen peut-il proposer une alternative au faisceau de contraintes réglementaires liées à la mise en œuvre d'une économie de marché ? Comment revenir aux valeurs fondatrices d'égalité des droits, de solidarité et de liberté qui sont au cœur du projet européen ?

En donnant la parole à des acteurs associatifs non spécialistes de l'Europe, voire éloignés des questions européennes, nous avons souhaité envisager les moteurs de l'engagement citoyen au niveau européen et valoriser la contribution des associations à la construction d'une Europe proche des citoyens et de leurs réalités.

## **Être citoyen par l'affirmation des différences et des spécificités**

*Cette partie a été rédigée à partir de l'intervention de Françoise Coré, membre du bureau politique d'AtD Quart Monde France : [www.atd-quartmonde.fr/](http://www.atd-quartmonde.fr/)*

La citoyenneté est inscrite dans les gènes d'ATD Quart Monde. Créé en 1957 par le père Josef Wresinski, ce mouvement a pour finalité de rassembler les citoyens à l'échelle mondiale dans le but d'éradiquer la pauvreté. Initialement baptisée « Aide à toute détresse », cette association française deviendra le mouvement international « Agir tous pour la dignité » (en anglais *All together for dignity*). Outre une vocation européenne et mondiale, ATD Quart Monde privilégie la rencontre entre des citoyens en situation de pauvreté et des personnes solidaires qui s'engagent dans la lutte contre la grande pauvreté. Cette rencontre permet d'établir ensemble les conditions d'une véritable participation citoyenne pour se libérer de la misère et participer à un processus d'émancipation.

Organisées tous les deux ans à Bruxelles, les universités populaires Quart Monde sont une action emblématique du mouvement. Hébergées par le Comité économique et social européen, ces universités réunissent des personnes en situation de grande pauvreté, des citoyens solidaires et des experts thématiques. En faisant dialoguer citoyens et techniciens, en favorisant les échanges transnationaux sur des réalités communes, cette enceinte permet d'expérimenter le sentiment d'appartenance à une même Europe. De ce dialogue (constructif ou qualifié parfois de dialogue de sourd...) naît la conscience d'appartenir à une grande communauté européenne.

La citoyenneté est un concept qui s'expérimente et qui évolue. Nous sommes citoyens dans la relation aux autres. C'est en affirmant nos différences et nos spécificités que nous exerçons pleinement notre citoyenneté. L'Europe est un espace à investir, qui doit garantir l'accès aux droits fondamentaux (santé, éducation, logement, travail, justice...) et permettre une réelle participation démocratique. **C'est en participant à la vie publique, en prenant la parole, en débattant, en contribuant à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques que nous donnons corps au concept de citoyenneté européenne.**

## **D'accord avec l'idée européenne mais contre la réalité européenne**

*Cette partie a été rédigée à partir de l'intervention de Jean Hurstel, président-fondateur de Banlieues d'Europe : [www.banlieues-europe.com/](http://www.banlieues-europe.com/)*

Le réseau Banlieues d'Europe a été créé en 1980 en Lorraine à la frontière franco-allemande. Né à la périphérie des deux pays, il rassemble des projets culturels participatifs et innovants ancrés dans les banlieues des villes européennes. Sa dénomination est en elle-même révélatrice de la diversité européenne, le concept de banlieue renvoyant à des réalités différentes selon les pays. Tandis que l'imaginaire français renvoie à une concentration des difficultés économiques et sociales (chômage des jeunes, familles monoparentales, délinquance, trafic de drogue, fondamentalisme religieux...) voire à un « enfer concentrationnaire », le concept de banlieue est associé aux quartiers huppés dans des pays tels que la Belgique ou l'Angleterre.

Les quartiers populaires sont les premières victimes de la montée des partis extrémistes, nationalistes et xénophobes en Europe. Or, le fantasme de la haine de l'autre ne peut être déconstruit que par l'action artistique et culturelle. Contrairement aux idées reçues, les habitants des quartiers populaires font preuve d'une grande créativité et utilisent la culture comme levier pour promouvoir la citoyenneté et le vivre-ensemble. De nombreuses expériences montrent que l'imaginaire et le symbolique peuvent conduire à une expérience de démocratie directe. Un défilé intercommunautaire privilégiant l'expression musicale est ainsi organisé chaque année dans les rues de Belfast, pour contrer les manifestations identitaires catholiques ou orangistes. De même, la participation d'habitants des quartiers défavorisés à des manifestations culturelles dans le centre de Lyon permet de dépasser leur posture d'exclus et d'ancrer leur appartenance à la ville.

Pour les habitants des quartiers marginalisés, l'Europe n'existe pas. Et pourtant, installés dans des quartiers à forte mixité ethnique, ils évoluent au quotidien dans un imaginaire transnational. Ils sont paradoxalement d'accord avec l'idée européenne, mais contre sa réalité économique et son approche utilitariste. En résumant la construction européenne à des arguments rationnels dénués de toute épaisseur sentimentale, les décideurs européens ont fait un contre-sens majeur, à l'origine du fossé qui sépare les citoyens des institutions. Or, **la citoyenneté européenne se construira par la culture**, c'est-à-dire par la consolidation de valeurs et de représentations communes en Europe.

## **Redonner une légitimité aux citoyens face aux experts**

*Cette partie a été rédigée à partir de l'intervention de Bérénice Jond, présidente d'Animafac : [www.animafac.net](http://www.animafac.net)*

Créé en 1996, Animafac est un réseau national d'associations étudiantes qui vise à promouvoir l'engagement des jeunes et à faire (re)connaître la vitalité du monde associatif étudiant pour rompre avec les clichés négatifs véhiculés par les médias. Alors que l'engagement citoyen est au cœur de son projet associatif, Animafac s'est intéressé récemment à la dimension européenne de la citoyenneté. Cette réflexion est née d'une expérience de démocratie participative initiée dans le contexte électoral français de 2012.

Partant du principe que chaque citoyen peut être force de proposition s'il est correctement informé, La Fabrique Citoyenne visait à faire entendre la parole des jeunes, à favoriser leur implication dans des dynamiques collectives et à promouvoir une démocratie interactive au-delà du geste électoral. Quarante jeunes âgés de 16 à 30 ans ont ainsi participé à deux sessions de trois jours de travail, durant lesquelles ils ont formulé un projet de société pour demain et envisagé des actions concrètes dans trois domaines : éducation, économie et Europe. Ils ont ensuite présenté leurs propositions aux différents candidats à l'élection présidentielle.

À l'initiative de la [Fondation Evens](#), ces jeunes ont partagé leur expérience avec des homologues européens engagés dans des dynamiques citoyennes. Réunis au sein du projet *I am Europe*, vingt-cinq jeunes ont ainsi dialogué, échangé des bonnes pratiques et partagé leurs interrogations sur l'Europe. Tous ne sont pas des euro-geeks. Beaucoup s'interrogent sur leur adhésion au projet européen. La moitié des participants a toutefois accepté de renouveler l'expérience. C'est en créant des espaces de dialogue entre pairs, en redonnant une légitimité aux citoyens face aux experts que l'on favorise l'implication citoyenne. Le passage d'une construction économique à une union politique découlera de la rencontre entre Européens et de l'articulation entre les différents niveaux d'exercice de la citoyenneté. L'Europe ne peut demeurer l'apanage des euro-convaincus.

## **Quelques enseignements pour reconquérir la citoyenneté européenne**

Parmi les principaux enseignements qui ressortent de ces témoignages, il est important de donner la parole aux sans-voix (les pauvres, les jeunes, les exclus, les populations marginalisées et éloignées des centres de décision...) et d'entendre ceux qui s'interrogent sur l'Europe pour redonner une légitimité à l'espace politique européen. L'Europe ne peut se limiter à un club d'euro-convaincus. Partant de la conviction que tout citoyen peut être force de proposition s'il est correctement informé, il est urgent d'ouvrir les barrières socio-culturelles qui existent à l'intérieur de l'Europe et d'écouter ceux qui sont classiquement éloignés des enceintes médiatiques.

La citoyenneté ne peut être décrétée d'en haut. C'est une construction qui émane du terrain, du partage d'opinions, de l'affirmation des différences et des spécificités de chacun. Être citoyen européen ne signifie pas renoncer à son identité. Au contraire, la citoyenneté naît de l'affirmation de chacun, l'expression artistique et culturelle étant un terrain particulièrement fécond pour libérer l'imaginaire individuel et collectif.

C'est en favorisant la rencontre entre citoyens européens, hors du cadre institutionnel et du microcosme bruxellois, que se créent des espaces propices à la consolidation de valeurs et de représentations communes. C'est en redonnant une légitimité aux citoyens face aux technocrates et en privilégiant les relations transnationales que la citoyenneté européenne pourra prendre corps.

Enfin, il serait illusoire d'envisager la citoyenneté européenne sans la replacer dans un contexte global. À l'heure de la mondialisation, l'Europe ne peut limiter son horizon aux frontières de ses États membres. Être citoyen aujourd'hui se conjugue au pluriel, la citoyenneté européenne n'étant qu'un échelon parmi d'autres. Ouverts sur le monde, de par leur origine ou leur tissu de sociabilité, de nombreux citoyens sont peu réceptifs à la dimension européenne. Pourtant, ils évoluent au quotidien dans un environnement inter-culturel et participent à la création de communautés plurinationales, virtuelles et réelles. Et si finalement l'ouverture mondiale était un moyen de reconquérir la citoyenneté européenne ?

Lorsqu'on évoque le rôle des associations en Europe, la tentation est parfois grande de limiter leur implication aux plateformes de lobbying basées à Bruxelles ou de se perdre dans les méandres de sujets aussi techniques que les services sociaux d'intérêt général. Or, de nouveaux modes de participation au dialogue civil émergent au niveau européen, liés à l'apparition de collectifs informels pour la défense d'intérêts communs ou à la création de dynamiques transnationales indépendantes des logiques institutionnelles bruxelloises.

Le monde associatif possède des atouts indéniables pour promouvoir le dialogue inter-culturel et favoriser la rencontre entre citoyens au niveau européen. Son positionnement au plus près des acteurs et réalités du terrain, sa vocation à rassembler, sa capacité à faire éclore la créativité et son ancrage territorial en font un acteur incontournable du dialogue citoyen européen. Les associations, plus que les institutions, sont aujourd'hui susceptibles de favoriser le rassemblement des citoyens européens autour des valeurs fondatrices de solidarité, d'égalité des droits et de liberté. Et si l'Europe de demain reposait sur un vaste maillage associatif ?